

colons et autochtones : le temps des tâtonnements et des mélanges était clos. M. Gras, en conclusion, appelle raisonnablement à une synthèse fondée « non sur des a priori mais sur les données du sol » (p. 244 b). Les faits, plutôt que les concepts (p. 246 b).

B. STENUIT.

Emmanuèle CAIRE, *Penser l'oligarchie à Athènes aux V^e et IV^e siècles. Aspects d'une idéologie*, Paris, « Les Belles Lettres », 2016, 402 p., EUR 45, ISBN 978-2-251-32893-5.

Si on attribue traditionnellement à Athènes l'invention du régime démocratique, on oublie souvent que cette cité vit également éclore et se développer la forme de gouvernement généralement présentée comme son opposé : l'oligarchie. Peu de travaux d'ensemble ont été consacrés à ce sujet, sans doute parce que la documentation littéraire est limitée et que le matériel épigraphique se révèle délicat à interpréter. À ces difficultés s'ajoute, comme le souligne très judicieusement l'auteur du présent ouvrage, qu'il n'existait ni une pensée oligarchique unifiée, ni une seule forme de gouvernement oligarchique possible. Difficile, dans ces conditions, de proposer une définition du concept recouvrant l'ensemble des situations qui ont existé ; É. Caire a choisi, quant à elle, de mettre l'accent sur la notion d'exclusion et propose dès lors la définition suivante : est oligarchique « toute perspective visant à restreindre l'exercice du politique, quels que soient les modalités et les critères utilisés pour restreindre cet exercice ». L'A. précise encore que cette exclusion doit nécessairement concerner « une catégorie qui y avait jusque là accès ou qui prétend y avoir accès ». La présente étude est fondée sur un *corpus* essentiellement constitué de textes littéraires (de natures par ailleurs très diverses : discours politiques, pièces de théâtre, discours d'orateurs, sans oublier les traités des « historiens ») d'origine exclusivement athénienne, obligeant dès lors l'A. à centrer son propos sur cette seule cité. Les limites chronologiques assignées à l'enquête s'étendent, quant à elles, du début du V^e s. (moment où apparaît, selon elle, la notion d'oligarchie) au dernier tiers du IV^e s. qui voit l'avènement des monarchies hellénistiques. L'ouvrage se divise en trois parties. La première tente de retracer l'histoire du vocabulaire associé à la notion d'oligarchie (aristocratie, timocratie, ploutocratie, eunomie, tyrannie, *πάτριος πολιτεία* entre autres) ou en opposition avec elle. Le principal enjeu du premier chapitre consiste à dater l'apparition du concept d'oligarchie. Si l'on en trouve pour la première fois trace chez Hérodote, dans le célèbre dialogue des seigneurs perses relatif à la meilleure forme de gouvernement, l'A. estime qu'il a dû naître plus tôt, dans un contexte où le pouvoir d'une élite dirigeante était remis en cause par une série de réformes politiques tendant à associer au gouvernement une part plus grande de la population ; les réformes d'Éphialte ou l'instauration de la *misthophorie* à peu près au même moment offrent, selon elle, les circonstances les plus propices à la radicalisation des oppositions entre le *δημος* et une minorité se sentant désormais dépossédée de ses prérogatives. Le déclenchement de la guerre du Péloponnèse aura pour effet, quant à lui, d'attiser cette opposition : le conflit entre Athènes et Sparte apparaît alors comme le reflet de la lutte entre démocratie et oligarchie dans le monde grec. Si l'oligarchie demeure de l'ordre du discours jusqu'en 411, les révolutions de la fin du V^e s. (mais pour lesquelles l'A. n'a malheureusement pas consulté l'ouvrage de Fr. Hurni, intitulé *Théramène ne plaidera pas coupable*, paru en 2010) marqueront un tournant décisif, en ce sens qu'elles vont disqualifier pendant longtemps la notion d'oligarchie, obligeant ainsi les critiques de la démocratie au IV^e s. à trouver d'autres appellations au régime alternatif qu'ils prônaient. Comme l'A. tente de le démontrer dans le deuxième chapitre, c'est dans le registre des expressions synonymes développées par la propagande du siècle précédent que ces opposants iront les puiser pour établir des distinctions entre les différentes formes d'oligarchie, et démarquer ainsi leurs programmes des régimes oligarchiques athéniens de la fin du V^e s. Dans le même temps, les réflexions menées par les philosophes sur la forme des constitutions vont apporter une justification théorique à ces distinctions et aboutir, au final, à un classement des *πολιτείας*, dont l'un des objectifs était de déterminer la meilleure

constitution, et où l'oligarchie se voit définitivement rangée parmi les régimes « déviés », pour reprendre la terminologie d'Aristote. La deuxième partie s'intéresse aux définitions successives de l'oligarchie ; c'est surtout l'occasion, pour l'A., d'insister sur les différentes lignes de fracture qui traversaient le courant oligarchique. Étymologiquement, l'oligarchie est le gouvernement du « petit nombre », mais encore fallait-il fixer précisément ce nombre ; c'est à cette question que s'attelle le chapitre III, en se focalisant sur les régimes oligarchiques athéniens du V^e s. qui, on le sait, sont systématiquement associés à des nombres fixes. Quatre-Cents ou Trente, Cinq-Mille ou Trois-Mille, on devine ici une opposition entre les partisans d'une oligarchie étroite et ceux prônant une oligarchie étendue, mais également les difficultés à déterminer précisément les catégories de citoyens à associer au gouvernement et la manière de les y associer. Il en va de même lorsque l'oligarchie se fait aristocratie : comment reconnaître les « meilleurs » ? Le chapitre IV passe en revue les termes utilisés pour désigner les « élites » et révèle à quel point les critères de l'excellence demeurent difficiles à cerner (naissance, fortune, éducation ?), d'autant que le courant sophistique du V^e s. – auquel participaient pourtant de nombreux oligarques – a eu pour effet de remettre en cause des valeurs traditionnelles de l'ἀρετή. Le chapitre V s'intéresse plus particulièrement au critère économique, *a priori* l'un des plus importants, puisque l'opposition politique entre partisans et adversaires de la démocratie est souvent ramenée à un conflit entre les plus riches et les plus pauvres des cités. Les conditions économiques de l'après-guerre du Péloponnèse renforceront encore cet antagonisme, au point de faire de la démocratie le régime des pauvres et de l'oligarchie celui des riches. L'expérience athénienne montre cependant qu'il s'agit là d'une vision beaucoup trop manichéenne : les exactions des Trente prirent principalement pour cibles les plus riches citoyens. Par ailleurs, l'A. souligne que le statut de la richesse dans l'échelle de valeur des élites est ambigu (louée pour les avantages qu'elle procure, elle est cependant dénigrée lorsqu'elle prétend être la seule mesure de l'ἀρετή, cf. Théognis), d'où le fait que ce critère soit un des moins clairement revendiqués lorsqu'il s'agit de définir qui aura le droit de prendre part à la πολιτεία ou aux ἀρχαί. La troisième et dernière partie tente de mettre en lumière les modèles que les oligarques opposaient au fonctionnement des institutions démocratiques contemporaines. Le chapitre VI évoque ainsi l'exemple lacédémonien, présenté comme celui de la cité oligarchique par excellence, mais qui était plus fantasmé que réel. Certains se revendiquaient également du modèle béotien qui, selon l'A., aurait pu inspirer des projets de constitutions (notamment celui reproduit au chapitre 30 de la *Constitution d'Athènes* du Ps.-Aristote) qui semblaient exclure la participation d'une assemblée aux décisions politiques. On a également été puiser dans le passé athénien des alternatives à la démocratie actuelle (constitution des ancêtres, constitutions de Dracon, de Solon), de manière à présenter ainsi le changement comme une simple restauration de l'ordre ancien. Plus fondamentalement, c'est un autre type de relations entre les différentes composantes de la cité que certains partisans de l'oligarchie proposaient de mettre en place. Le chapitre VII montre ainsi que certains s'inspiraient de la tradition agonistique, en concevant la cité comme le lieu d'affrontement des différentes catégories sociales. Néanmoins, poussé à son paroxysme, le modèle de l'ἀγών devait inévitablement déboucher sur le pouvoir d'un seul ; l'oligarchie se mue ainsi rapidement en tyrannie. Contre ce modèle agonistique, d'autres ont développé celui de la voie moyenne, qui consiste principalement à refuser les extrêmes et dont le prototype serait la constitution établie par Solon. Cette « voie moyenne » deviendra, dans la pensée aristotélicienne, une modalité du classement des πολιτείας, qui se décline sous trois expressions différentes : le milieu entre les extrêmes, le pouvoir de la classe moyenne, le mélange des constitutions. En raison de l'ampleur et de la finesse de l'analyse, l'ouvrage d'E. Caire s'imposera sans doute comme une référence en langue française sur le courant de pensée oligarchique à Athènes, mais également sur certains épisodes-clefs de l'histoire mouvementée de cette cité à la fin du V^e s. – Chr. FLAMENT.